

# La voix du peuple bolivien

## Partage international n° 203 - Juillet 2005

La question de la gestion des ressources naturelles en Bolivie est à l'origine du renversement de deux présidents en l'espace de moins de deux ans. La pression exercée par les pauvres, y compris les indigènes boliviens, afin de nationaliser le secteur de l'énergie, a causé la démission du président Carlos Mesa, en juin 2005.

Par la suite, le Congrès bolivien a désigné Eduardo Rodriguez comme président. A la tête de la Cour suprême jusqu'à sa nomination, E. Rodriguez a accepté le poste avec l'objectif de provoquer de nouvelles élections afin de renouveler les pouvoirs publics. L'Armée et l'Eglise ont également joué un rôle clé dans cette tournure inattendue des événements, apportant tous les deux leur soutien à E. Rodriguez.

Après des semaines de manifestations, La Paz, capitale de la Bolivie, s'est réveillée en espérant que la nomination du nouveau président mette un terme aux quatre semaines de manifestations. Les organisations impliquées dans les manifestations se sont réunies, notamment à El Alto, théâtre de grandes manifestations sur les carburants, afin de décider de la continuation des manifestations jusqu'à ce que le nouveau gouvernement nationalise les énormes réserves de gaz naturel bolivien. Les manifestants ont brandi des banderoles où était écrit « *Le peuple veut les nationalisations* ».

« *Nous voulons retourner dans nos villages. Nous donnons dix jours au nouveau gouvernement pour nationaliser le gaz et convoquer une nouvelle assemblée constitutionnelle* », a déclaré le leader des fermiers Roman Loayza. Evo Morales, le leader indigène de Movimiento al Socialismo (Mouvement pour le socialisme) réclame également une trêve avec le nouveau gouvernement jusqu'à ce que E. Rodriguez ait constitué son cabinet ministériel.

« *Nous reviendrons manifester en masse dans les rues si ce président ne respecte pas la volonté du*

*peuple*, a déclaré un des ouvriers qui a participé à la dernière marche à La Paz. *La grève doit continuer jusqu'à ce que le secteur pétrolier soit nationalisé. Nous devons maintenir le blocus.* »

« *Nous n'avons rien à faire de ce nouveau président que nous trouvons médiocre*, a déclaré Jaime Solares, leader de Central Obrera Boliviana (COB) qui est parmi les plus radicaux, *à moins qu'il fasse ce que nous lui demandons.* »

Les représentants de l'Eglise ont été plus modérés dans leurs réactions, mais leurs positions ont été néanmoins claires. Selon l'évêque de El Alto, Jesus Juarez : « *Tout en étant dans le respect de la loi, les Boliviens ont le droit d'exiger que les hydrocarbures les aident à réduire leur pauvreté. Si les lois ne conviennent pas aux gens, nous devons alors nous réunir afin de les négocier, et non pas les imposer.* »

Pendant ce temps, une trêve sociale semble s'être graduellement installée en Bolivie. La plupart des organisations sociales ayant participé au blocus national ont été invitées à une réunion avec le président Rodriguez afin de discuter, parmi d'autres sujets, de la nationalisation des hydrocarbures. Bien que le leader de l'organisation Fejuve Altena, Abel Mamani, ait déclaré que la plupart des organisations étaient prêtes à participer à la réunion afin de trouver une solution consensuelle, le secrétaire exécutif de COR, Edgar Patana, a dit qu'il préférerait personnellement poursuivre les manifestations avant de rencontrer le gouvernement, « *parce que nous n'avons pas encore atteint tous nos objectifs. Ils doivent continuer à écouter la voix du peuple.* »

Bolivie

**Sources** : La Razón de Bolivia, El Diario, Bolivie ; El País, Espagne

**Thématiques** : [Société](#), [politique](#), [Économie](#)

**Rubrique** : [La voix des peuples](#) (Cette rubrique est consacrée à une force en plein développement dans le monde. La voix du peuple ne cessera de s'amplifier jusqu'à ce que, guidés par la sagesse de Maitreya, les peuples conduisent leurs gouvernements à créer une société juste dans laquelle seront respectés les droits et les besoins de tous.)